

**Fortin, G. et L. Parent. *Les MRC : un devenir perpétuel.* Montréal, INRS-Urbanisation, coll. Études et documents, no 42, juin 1985. 68 p.**

**Béatrice Sokoloff**

Volume 15, numéro 2, octobre 1986

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1018629ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1018629ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Urban History Review / Revue d'histoire urbaine

ISSN

0703-0428 (imprimé)

1918-5138 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Sokoloff, B. (1986). Compte rendu de [Fortin, G. et L. Parent. *Les MRC : un devenir perpétuel.* Montréal, INRS-Urbanisation, coll. Études et documents, no 42, juin 1985. 68 p.] *Urban History Review / Revue d'histoire urbaine*, 15(2), 211–212. <https://doi.org/10.7202/1018629ar>

research has stressed the extent to which educational history has occurred in a larger context of social change. A logical next step for historians is thus to re-examine educational leaders such as Putnam in order to assess their relative importance within the evolving social structures. Similarly, scholars have devoted very little attention to school officials within the developing bureaucracy. In particular, almost nothing is known about school inspectors. A detailed examination of a specific and important individual could indeed make a contribution to educational historiography. Finally, a successful book on twentieth-century educational thought would be timely, given the heavy concentration of recent scholarship on the nineteenth century. A series of works have dealt with western Canada after 1900 but little research has been completed on other regions, especially modern Ontario. Taken together, therefore, the topics of this book have considerable potential for advancing historical thinking about Canadian education. Unfortunately, this potential is only very partially fulfilled. Wood's efforts may not even satisfy readers still attached to the research strategies and perspectives of the "intellectual historians" predominant some decades ago.

*Idealism Transformed* suffers from two major weaknesses. The first involves Wood's determination to examine educational philosophy in an historical vacuum. In her mind, the engine of the historical process is elite ideas which change over time as a result of an internal discourse. The intellectual transformation of idealism to pragmatism is not connected in any important way to the Great Transformation of Canadian society in the late nineteenth and early twentieth centuries. Rather, passing remarks on basic social and economic changes provide the only context for examining a mental process considered purely on its own terms.

A second weakness of the book is Wood's confusion about nineteenth century ambitions, and about the "intellectual strands" of idealism, new liberalism, and pragmatism. Her argument about "transformation" rests upon a two-fold assumption: that public schooling was at some point intended primarily for academic purposes; and that idealism was initially designed to engender a truly moral and just society. Recent research lends no support to either assumption. Historians of various perspectives now agree that school systems were born and developed on the basis of social purpose. In this sense, Putnam is simply a twentieth-century (and smaller) version of Ryerson. Wood actually makes this point noting that Putnam's doctoral thesis was a paean to Ryerson's achievements. However, she does not accept that the fundamental similarity between Putnam and Ryerson undermines her overall emphasis on transformation. The result is that the book contradicts itself and offers no coherent analysis. Wood tries to distance Putnam's developing philosophy from the school promotion in Upper Canada by emphasizing his "group-oriented ideal" which she relates to late nineteenth-century idealist thought. The evidence, though, suggests strong continuity in thought and ambition

between Ryerson and Putnam. Concerns about rural schools, teacher training, enrollment and attendance, and other issues was expressed in new ways but the difference was less the result of a changed ambition than an evolving social context. By attempting to make sense of Putnam's statements strictly on their own terms, Wood avoids the real challenge of inter-relating the history of ideas and social context. In the end, Wood is only able to reconcile the reality of "conservative" policies with "progressive" ambitions by describing educators like Putnam as "naive" and "nostalgic." This conclusion is not likely to satisfy many readers.

Chad Gaffield  
Département d'histoire  
Université d'Ottawa

---

Fortin, G. et L. Parent. *Les MRC: un devenir perpétuel*. Montréal, INRS-Urbanisation, coll. Etudes et documents, no 42, juin 1985. 68 p.

Depuis la mise en place au Québec de l'institution supra-municipale des municipalités régionales de comté, responsable de l'élaboration des schémas d'aménagement, Gérard Fortin et Lucie Parent se sont penchés sur le fonctionnement et l'évolution possible de ces nouvelles structures administratives. Le rapport présenté ici fait suite à une première enquête, publiée en 1983<sup>1</sup>. Cette première étude avait permis aux auteurs de construire une typologie des MRC basée sur leur mode de fonctionnement en matière d'aménagement. Par la suite, l'équipe de recherche a sélectionné 15 MRC à analyser en profondeur.

Une première partie, intitulée «Les MRC en devenir», se base sur des entrevues avec le personnel administratif et politique de la MRC. Dans la deuxième partie, les auteurs analysent le vécu quotidien des MRC.

La grande variété qui existe entre les MRC réapparaît dans cette deuxième étude. Malgré les divergences qui subsistent quant à la conception de l'aménagement et du développement, ainsi qu'au rôle actuel et future des MRC, notamment, il semble toutefois que l'assise des MRC se soit consolidée: à travers la pratique quotidienne, le monde municipal a appris à tirer parti de l'existence des MRC et rares sont les élus qui la remettent encore en cause.

Si une telle constatation est certes encourageante, il ne faut pas oublier que des enjeux importants demeurent quant à la définition de ce que seront dans l'avenir les MRC. Seront-elles réduites à veiller à l'application du schéma sur leur territoire ou se verront-elles confier de nouvelles fonctions? La négociation entre Québec et les municipalités devra certainement tenir compte de l'évolution des mentalités et

des pratiques dont Fortin et Parent esquissent les contours dans leur étude.

Un premier constat révèle que sur les 15 MRC étudiées, seules 4 peuvent encore être classées dans le même type que lors de la première étude. Un tel décalage n'était pas absolument imprévisible, à notre avis, étant donné les variables retenues pour définir ces types, qui reflétaient en partie une situation conjoncturelle. Par exemple, le fait de confier la confection du règlement de contrôle intérimaire à une firme mais de préparer le schéma en régie interne ne marque qu'une évolution logique car les structures de la MRC une fois mises en place peuvent le plus souvent prendre le relais. On reste d'ailleurs sur sa faim, car le rapport ne revient pas explicitement sur cette transformation de la typologie, dont aucune hypothèse ne vient rendre compte. Et les éléments descriptifs présentés sont trop succincts pour suggérer quelque explication que ce soit. Avancer que les MRC tendent vers un modèle unique, du type «participationniste» (p. 15) nous semble une affirmation pour le moins hasardeuse.

En ce qui a trait à la vérification de l'hypothèse posée à la fin de la première étude, à savoir que ce seraient les MRC rurales et peu peuplées qui désireraient voir augmenter leurs responsabilités, elle n'est que partielle puisque l'inverse n'est pas forcément vrai. Même si certains maires urbains sont encore réticents, surtout dans des villes moyennes «capitales» d'un hinterland rural (p. 17), d'autres réalisent le potentiel des MRC et sont ouverts à des transferts de pouvoirs. Le bilan n'est sûrement pas fait des conditions dans lesquelles on pourrait observer une réapparition des oppositions entre le milieu rural et le milieu urbain.

Dans la suite de la première partie, le rapport présente la synthèse des données obtenues par entrevues et donne un tableau largement impressionniste des variations de situation. Les rapports des élus avec le gouvernement et ses fonctionnaires sont présentés rapidement, ainsi que le rôle respectif du préfet, du secrétaire-trésorier et de l'aménagiste, d'une MRC à l'autre. Les modalités de l'information et de la participation du public et des groupes lors de l'élaboration du schéma sont évoquées, sans rapport aucun avec les types de MRC. Les responsabilités nouvelles que voudraient les MRC ne sont que catégorisées et les considérations très générales du rapport ne permettent pas de saisir qui voudrait des responsabilités, ni pourquoi.

La deuxième partie avait pour objectif de dégager, au-delà des attitudes et opinions, les conduites effectives, le vécu quotidien des MRC. L'indice retenu a été la nature des résolutions votées au Conseil de la MRC, dont l'occurrence statistique a été confrontée aux types de MRC. Si la nature des résolutions informe certainement sur l'orientation des préoccupations de chaque MRC, il nous semble que le décompte du nombre de résolutions par catégorie puisse tromper sur l'importance accordée par la MRC à tel ou tel

domaine. Ainsi, il n'est pas étonnant de retrouver un grand nombre de résolutions concernant les fonctions administratives ou d'aménagement de la MRC, en période de préparation du schéma; le pourcentage, même relativement faible, observé pour des catégories telles que les rapports avec le milieu ou d'autres MRC, ou avec la vie municipale, peut renvoyer à des pratiques dont la nature devrait être précisée, puisqu'elles pourraient justement donner des informations sur l'ouverture des MRC à de nouvelles responsabilités. Plutôt que l'énumération et la compilation statistique de ces catégories de résolutions, nous aurions aimé comprendre quelle est la signification de la réalité sous-jacente. Or il ne semble pas que la recherche ait développé un questionnement systématique pour essayer de comprendre les déterminants de l'action innovatrice des MRC.

Bref, derrière les résolutions, il aurait fallu aller chercher un contenu beaucoup plus qualitatif, concernant tout ce qui à l'heure actuelle va déjà au-delà de la préparation du schéma et révèle les possibilités d'action concertée au niveau de la petite région. Souhaitons qu'une étape ultérieure de la recherche dépasse ce stade de la description d'une réalité mouvante. Le questionnement amorcé dans la première étude visait, à travers l'explication des types de MRC, à exprimer les conditions nécessaires à l'extension des mandats des MRC. Il ne nous apparaît pas que la deuxième partie de l'étude soit parvenue à préciser des hypothèses correspondantes, ni à les vérifier, puisqu'elle se borne à des constats qui ne vont guère au-delà de la description.

Béatrice Sokoloff  
Institut d'urbanisme  
Université de Montréal

---

#### NOTES

1. Fortin, G. et Parent, L. *Les MRC et leur capacité d'extension*. Montréal, INRS-Urbanisation, coll. Etudes et documents, no 38, sept. 1983.

---

Lamonde, Pierre et Mario Polèse. *Le déplacement des activités économiques dans la région métropolitaine de Montréal de 1971 à 1981*. Montréal : INRS-Urbanisation, «Études et documents» no 45, novembre 1985. 119 p. 38 tableaux, 1 carte, 3 appendices.

Le grandes villes nord-américaines et européennes sont l'objet d'un double mouvement de désindustrialisation et de tertiarisation qui vient transformer leurs structures économiques. C'est dans cette perspective que Pierre Lamonde et Mario Polèse examinent l'évolution spatiale du secteur manufacturier et du secteur tertiaire à l'intérieur de la région métropolitaine de Montréal, au cours de la décennie